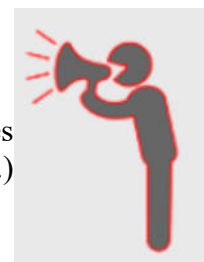


CSAL du 13/11/2024

Après le droit d'alerte, Les syndicats quittent la séance !

► Plan cité Toulon Lorgues – Droit d'alerte

Au vu des conditions de travail plus que dégradées pour les agents de la cité de Lorgues (poussières, marteaux piqueur, dégradation de la barrière d'accès au site, ascenseur en panne ...) un **droit d'alerte** a été déposé le 6 novembre dernier.



Force est de constater que pour être entendu, il faut agir !

Le Directeur s'est déplacé en personne et a pu constater les problèmes pourtant signalés à maintes reprises ... Même si la DDFIP n'a pas la maîtrise complète du chantier, le Directeur est responsable de la santé et de la protection des agents.



Un responsable de la préfecture est venu dès le lendemain. La DDFIP sera dorénavant présente lors des réunions de chantier ce qui n'était pas le cas jusque là ! Merci les syndicats!

Les entreprises responsables des détériorations supporteront le coût des réparations. Les mesures de protection sont prises avec un sérieux rappel à l'ordre de l'entreprise EIFFAGE

En ce qui concerne les nuisances sonores, le Directeur estime qu'il faut faire preuve de tolérance... les agents apprécieront.

Concernant l'arrivée du SIE et du PRS dans les locaux remis à neuf de Lorgues prévue pour avril 2025 au plus tard, nous avons réaffirmé qu'il ne fallait pas se précipiter compte tenu des derniers événements.

Point positif selon le Directeur : « les agents seront bien mieux dans des locaux rénovés » !

Doit-on en déduire qu'il faudrait peut-être arrêter de se plaindre ?

► Chauffage Brignoles

Nous sommes intervenus sur le problème de la panne de chauffage sur le site de Brignoles. Malgré le fait que l'installation soit toute récente, bon nombre de bureaux ne sont pas chauffés, la dégringolade des températures se fait fortement ressentir... !

La Direction nous répond qu'une demande d'intervention a été faite et que pour le moment il n'y a pas de retour de la part la société chargée de la maintenance.

Comme solution d'urgence, un directeur préconise que les agents migrent vers d'autres bureaux chauffés... Quid des agents d'accueil par exemple ?

En tout dernier recours, la DDFIP envisagerait peut-être de remettre l'ancienne chaudière en fonction, affaire à suivre de près !



► Le fonctionnaire bashing doit cesser !

Après lecture d'une déclaration liminaire inter-syndicale dénonçant les attaques contre les fonctionnaires, et après avoir en préambule soulevé le droit d'alerte sur la cité administrative et les soucis de chauffage sur Brignoles, l'ensemble des organisations syndicales ont refusé de siéger sur l'ordre du jour et ont quitté la séance.

L'heure est plutôt à la riposte et la mobilisation.

